

Un nouveau pôle d'excellence intellectuelle en voie de constitution pour approfondir le débat au sein du Pacte républicain



Frédéric LEFEBVRE rejoint Pierre LAURENT Bernard STIEGLER et Christine BOUTIN sur le revenu de base et les nouvelles technologies

L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES ARPENTEURS DE PONT-AUX-ÂNES TENDANCE

NUMÉRO SPÉCIAL

REVENU DE BASE POUR TOUS ET RÉVOLUTION NUMÉRIQUE POUR LES AUTRES

LE JOURNAL DES LIEUX COCOMMUNS

I'Banalité

UN PRÉCIEUX RENFORT POUR LES RÉFORMATEURS

Avant Frédéric Lefebvre, Christine Boutin, Dominique de Villepin, Bernard Stiegler ou encore Europe-Écologie-Les-Verts, et dernièrement le tout nouveau Conseil National du Numérique («CNN»... ça ne s'invente pas), avaient déjà exprimé publiquement leur adhésion au *revenu universel de base*.

Le sémillant député «Les Républicains» les rejoint désormais et plaide avec ces radicaux-démocrates pour la mise en place d'une mesure similaire en France afin d'«**éradiquer la pauvreté**». Si pour nos intellectuels spécifiques du CNN il s'agit d'inscrire ce type d'initiative «*créative*» dans l'ambitieux projet (numérique) de «**tenir les promesses d'empouvoirement de la société et de transformation de l'économie**», pour le politicien érudit, progressiste, cultivé (mais qui a su rester proche des préoccupations populaires), qu'est notamment Frédéric Lefebvre, c'est plus simplement : « **une question de bon sens** ». «*Mais*», a-t-il ajouté, lors d'un entretien à France 24, dimanche 3 janvier «*qui devient maintenant une urgence compte tenu de l'évolution de la société. Nous avons actuellement un système qui ne fonctionne plus. Depuis 40 ans, nous votons chaque année un budget en déficit. Or le seul moyen d'éradiquer la pauvreté avec un système moderne, c'est en inventant un nouveau modèle qui permettrait à chacun de se construire, de se former, de s'investir dans des projets et d'entreprendre. L'allocation universelle n'éloignerait pas les gens du travail comme peuvent le craindre certains. Au contraire, elle les en rapprocherait.* »

Suite en Page 2...

Découvrez dans ce numéro le nouveau concept moderne et fluide qui séduit les politiques et les philosophes d'influence : de Bernard Stiegler à Pierre Laurent et jusqu' à Emmanuel Macron ou Jean-Vincent Placé !



DANS SON LABORATOIRE DES SOUS-SOLS DE L'INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INNOVATION (APPOINTÉ AU CENTRE POMPIDOU), BERNARD STIEGLER FAIT À PIERRE LAURENT, VISIBLEMENT IMPRESSIONNÉ, UNE DÉMONSTRATION DE «DÉSautomatISATION» DE ROBOT DANS LE CADRE D'UNE EXPÉRIENCE «D'Économie CONTRIBUTIVE TERRITORIALISÉE». (ARCHIVE INA)



CHRISTINE BOUTIN L'INSPIRATRICE ?

Dès 2011 la présidente du PCF proposait de remplacer « les centaines d'allocations auxquelles plus personne ne comprend rien » par une mesure charitable pour « pousser à la reprise d'activité »

voir la suite Page 2

Une équipe qui gagne... un peu plus que son revenu de base



Frédéric LEFEBVRE

«L'allocation universelle n'éloignerait pas les gens du travail comme peuvent le craindre certains. Au contraire, elle les en rapprocherait.»

Suite de la première page

Répondant par avance aux objections des esprits faibles qui auraient la sottise de lui faire remarquer que cette «proximité accrue» d'avec le monde du travail, de la qualification gratifiante, du rapport social utile, de la reconnaissance et de l'insertion sociale émancipatrices, est en même temps, pour les heureux bénéficiaires de ce «dispositif», la légitimation «durable» du fait qu'ils seraient privés de ce dont ils deviendraient si «proches», le redoutable dialecticien qu'est Frédéric Lefebvre précise :

« Remplacer l'ensemble des prestations sociales par un revenu de base aurait un triple intérêt : **adapter le système d'aides sociales à l'évolution du marché du travail, où le statut de salarié à plein temps pour une seule et même entreprise tendrait à disparaître ; inciter les demandeurs d'emploi qui feraient preuve de manque de volonté à fournir davantage d'efforts dans leurs recherches, puisque le revenu de base serait inférieur aux allocations chômage ; et enfin réduire la bureaucratie - c'est-à-dire le nombre de fonctionnaires - en charge de la gestion de l'ensemble des aides sociales existantes, ce qui aurait pour effet d'engendrer des économies ».**

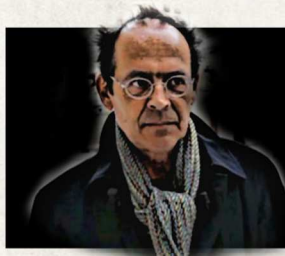


Christine BOUTIN

«Je ne propose pas une assistance en béton, mais un atout pour sortir de la misère.»

Dès 2011, à l'occasion du lancement de sa campagne pour l'élection présidentielle de 2012, la Présidente du PCD (Parti Chrétien Démocrate) plaidait pour un "revenu de base pour tous les Français et le retour du service national". Affirmant sa ligne Social-caritative, précurseur prémonitoire du fameux «pacte de simplification» c her a u c ouple Valse-Macron, Christine Boutin se prononçait déjà pour **remplacer «les centaines d'allocations auxquelles plus personne ne comprend rien»**. «Je ne propose pas une assistance en béton» relativisait cependant Christine Boutin, précisant que ce revenu s'élèverait à 200 euros jusqu'à 18 ans et à 400 euros pour les adultes. Sur le mode volontiers énigmatique et paradoxal qu'elle affectionne, elle ajoutait que «Ce n'est pas un viatique pour ne rien faire ni une trappe à pauvreté mais un atout pour sortir de la misère», une mesure charitable pour « pousser à la reprise d'activité».

Si ce modeste viatique remplaçant l'ensemble des allocations sociales pouvait raisonnablement apparaître comme source d'économie budgétaire considérable, en revanche la question de savoir comment cette munificente manne publique allait pousser ses heureux bénéficiaires à la reprise d'activité, ne fut guère développée.



Bernard STIEGLER : Le "philosophe" qui articule

- la «déprolétarianisation»,
- la suppression des cotisations sociales,
- les robots «désautomatisés»
- et la construction «d'économies contributives territorialisées»



Le responsable de la CNN (Commission Nationale Numérique) du PCF, commentant le rapport que vient de remettre le CNN (Conseil National du Numérique) y découvre les possibilités ouvertes avec les "communs" «d'apparition d'un mode de production et de gestion de ressources en dehors des régimes classiques de propriété, qui privilégie la valeur d'usage des ressources plutôt que leur valeur d'échange». Il y note aussi l'existence d'alternatives à l'uberisation des entreprises. Il y apprend ainsi que «les outils numériques [...] rendent possible des modes de travail plus collaboratifs et plus créatifs» et qu'ils appellent «une réponse à la demande de sens qui émane d'un certain nombre de travailleurs, notamment parmi les populations les plus jeunes.»

Finalement ce rapport du Conseil Numérique, auquel émerge le conseiller Bernard Stiegler (parmi bien d'autres sinécures plus ou moins prestigieuses et rémunératrices : voir page suivante) proposerait au gouvernement, selon le responsable du PCF, vingt recommandations organisées autour de six axes qui "abordent la nécessité de sécuriser les parcours professionnels", «de redonner du sens au travail collectif et de soutenir les organisations alternatives» de collectif de travail, «un scénario industriel alternatif en Europe», développer un service public de la formation tout au long de la vie professionnelle dans un cadre pair à pair, une reconstruction de la démocratie sociale et un nouveau modèle de redistribution et de solidarité en faisant notamment de la lutte contre l'optimisation fiscale une priorité.

Mais le CNN ne s'arrête pas là, en matière de "conseils" relevant de sa haute et très polyvalente expertise (néo-technologique), fondée sur une autorité omnisciente qui va du scientifique au fiscal, en passant par l'éducation, la formation, la culture, l'économie, les starteupes innovantes et le droit du travail, voire le droit social dans son ensemble. Jadis on disait que «tout est politique». Désormais, avec le CNN de Bernard Stiegler, n'hésitons plus à affirmer que «De nos jours To ut est NUMÉRIQUE ma bonne dame». La totale vacuité et confusion de ce pataquès de clichés technocratiques, servis par le gotha des cuistres appointés de la classe dirigeante, le dispute à la parfaite inconsistance de ses propositions. On ne sera donc pas surpris que CNN-Stiegler conclue par une "cerise" sur ce gateau de poncifs tendance : l'idée de l'expérimentation d'un revenu de base... pour "déprolétarianiser" (le lumpenprolétariat sans doute), rejoignant ainsi l'équipe hétéroclite de ses zélotes opportunistes, juste après qu'elle ait été ralliée par Frédéric Lefebvre. Cette prometteuse élucubration participative est d'ailleurs tellement "dans l'air" qu'il est à prévoir que tous les plus éminents experts médiocratiques vont les rejoindre (on parle déjà de Jean-Vincent Placé, de Régis Debray, de Michel Onfray, de Jacques Attali, de Pierre Rosanvallon, BHL, Nabila, Cohn-Bendit, Estrosi, etc. et on murmure même que Macron...).

Extrait de l'article publié en 2009 par l'association et le journal :

E-BOOK | E-MONDE | E-GNOBLE

LIVRES DE PAPIER

JOURNAL DES RÉFRACTAIRES À L'ORDRE NUMÉRIQUE

ISSN 2102-2210 GRATUIT

BERNARD STIEGLER LE PHILOSOPHE QUI RAYE LE PARQUET

BERNARD STIEGLER se présente toujours comme un ami . Pour ses lecteurs encore nostalgiques du gôchisme, il dénonce la désorientation psychologique provoquée par l'accélération des cycles technologiques, il poursuit sans relâche la prolétarianisation des consciences par la publicité et n'hésite pas à creuser les questions écologiques mises en jeu par l'industrie contemporaine. Il prend même de grands risques en dénonçant le rôle néfaste de la télévision -qu'il appelle « industrie de programme », c'est plus chic. A l'heure de la multiplication des écrans et de la numérisation généralisée, c'est un combat d'avant-garde! D'autant qu'il fustige aussi TFI, quel rebelle!

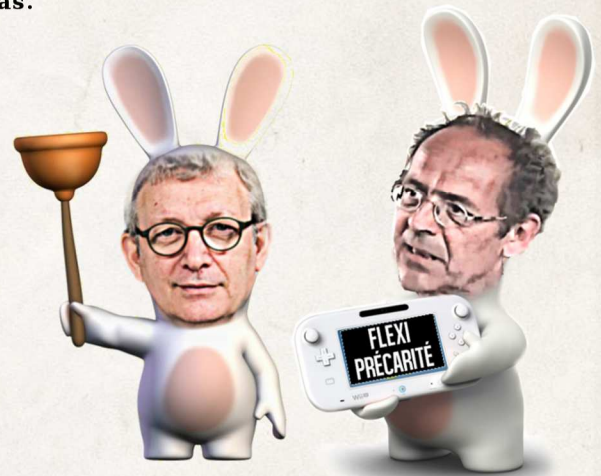
Bernard Stiegler se présente toujours comme un ami. Pour les politiciens qui lui donnent des postes de pouvoir (directeur de l'innovation à l'Ina [Institut national de l'audiovisuel], directeur de l'Ircam [Institut de recherche et de coordination acoustique/musique], directeur de l'Iri [Institut de recherche et d'innovation] au Centre Pompidou), il est l'homme qui a saisi son époque et dont il faut financer les projets.

Bernard Stiegler se présente toujours comme un ami. Pour les grands médias, il est le philosophe lucide et engagé, fondateur de l'association Ars Industrialis (en latin, ça fait plus savant) qui prétend, notamment grâce au numérique, infléchir les orientations industrielles contemporaines.

Bernard Stiegler se présente toujours comme un ami. Pour les industriels, il est celui avec qui on peut discuter lorsqu'il s'agit de faire monter la sauce intellectuelle afin de démonter les arguments des éventuels sceptiques. L'Internet des objets (qui vous tracent et finissent par vivre à votre place) apparaît comme une pilule un peu difficile à avaler ?

C'est sans compter le philosophe qui raye le parquet, toujours là pour organiser un petit colloque en partenariat avec les philanthropes du moment (Cap Digital pour les intimes). Ce «pôle de compétitivité de la filière des contenus et services numériques» (tout un programme) rassemble 430 PME, 170 laboratoires et 20 grands groupes industriels, qui «savent que c'est en bâtissant une communauté nombreuse, diverse et riche d'échanges intellectuels, techniques et commerciaux qu'ils réussiront à créer une place de premier rang mondial» (et qui savent surtout qu'ils «participent également à une mutation globale et radicale de la société»). Comble de malchance, le Centre Pompidou, qui devait accueillir les intervenants d'Alcatel, Cap Gemini, Nokia et autres humanistes en cravate, pour ces très objectifs « Entretiens de nouveau monde industriel », est en grève car les conditions de travail à la bibliothèque sont intenable. Qu'a cela ne tienne, et puisque l'on ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs, le philosophe dissertera au Cnam (Centre national des arts et métiers), et en grec s'il vous plaît ! N'oublions pas qu'il est fondamental de parler grec pour expliquer a grand renfort de philosophie antique que « le mal est aussi le remède » (en même temps, Heidegger nous avait déjà fait le coup), qu'Internet annonce le « temps de la deproletarianisation » (sic), et que les choix sont encore à faire (malgré les millions d'euros investis par Cap Digital et leurs amis).

À propos de choix, Stiegler semble, quant à lui, déjà avoir fait les siens (et les nôtres par la même occasion), puisque sa triste carrière n'a l'air de dépendre que d'une seule ambition; grappiller les miettes que le pouvoir veut bien offrir à ce rebelle-a-qui-on-ne-la-fait-pas.



(L'APPAREIL DU) PCF : IDIOT UTILE DES IMPOSTEURS DE LA PETITE BOURGEOISIE ?

Bernard Stiegler se présente toujours comme un ami. Pour le PCF, son appareil bureaucratique et la fine équipe de trissotins petit-bourgeois qui lui tient lieu désormais de "superstructure", serait-on tenté d'ajouter à cet article qui, déjà en 2009 faisait équitablement le bilan de compétence du "philosophe qui raye le parquet". Car voici le genre de "critique" qu'on peut trouver sous la plume du Responsable de la CNN (Commission Numérique Nationale) du PCF : «Si les recommandations proposées méritent débats, examens critiques, et contre-propositions, ce rapport de fait remet en cause à sa manière les dogmes libéraux qui fondent la politique économique du gouvernement».

Et, en point d'orgue : «il permet d'ouvrir le débat sur des alternatives originales (sic), comme [...] le développement des communs, ou encore un revenu universel de contribution à la société».

Un débat qui, selon le responsable du CNN-PCF, ne porte pas moins que sur «les questions fondamentales pour l'avenir de notre civilisation» et qu'en conséquence Pierre Laurent ne pouvait qu'engager courageusement, en conviant derchef "le philosophe qui raye le parquet" aux "Etats généraux de la révolution numérique" organisés par la médiocratie qui cocogite sur les "enjeux civilisationnels fondamentaux", au CNN-PCF.

à suivre , en dernière page...



De Christine Boutin à Bernard Stiegler et Emmanuel Macron, etc. la thématique du «revenu de base» fédère des horizons politiques à première vue assez disparates. Une grande confusion idéologique s'ajoute donc au «flou» des contours théoriques de ce «nouveau paradigme» en vogue chez les créatifs du landerneau politico-mondain. Cette convergence symbolique sur le «revenu de base», «l'allocation universelle», ou le «revenu inconditionnel» et autres variantes en réalité parfaitement analogues, permet pourtant d'identifier précisément le genre de lieux «communs» que partagent ses adeptes et donc d'en «unifier le concept». Comme on a pu voir dans le dossier pieusement rassemblé dans ce numéro spécial, il y a d'abord deux postulats toujours repris :

- **L'idée de supprimer «pour les pauvres» et pour les «sans-emploi» l'ensemble des prestations sociales**, salaires immédiats ou anticipés, allocations compensatoires, indemnités et d'une manière générale toutes les conquêtes sociales valorisant l'activité utile des travailleurs salariés, acquises par les générations qui nous ont précédés, et fruit d'un siècle et demi d'âpres luttes sociales ;

- **L'idée réciproque d'y substituer un revenu ou allocation forfaitaire, minimal.** Revenu qui ne reconnaît pas plus la qualité et la capacité individuelle des personnes que celle de leur activité ou de leur ouvrage mais qui, tout au contraire, légitime le fait qu'ils en sont dépourvus... ou, ce qui revient au-même, qu'ils n'en ont «pas besoin» puisque le travail socialement qualifié, le salaire qui en est la reconnaissance valorisée et l'activité de production sociale utile qui en découle seraient désormais «dépassés» (voire «nocifs») en tant que modes de socialisation des individus (thèses de Stiegler, Jappe, etc.).

Cette conception parasitaire et particulièrement régressive de la valorisation collective de la vie sociale et des individus qui la partagent (puisqu'elle nous renvoie en deça de la doctrine sociale du «caritas» médiéval), se manifeste également par cet autre trait «commun» que le financement de cette manne publique (que constituerait le revenu «de base» ou l'allocation «inconditionnelle») est conçu comme totalement décorrélé de toute activité de production de valeur. Puisque ses bénéficiaires le sont au titre de leur exclusion de cette activité productive qui trouve son expression de valeur sociale dans le salaire. Une contrainte induite par le postulat de base que l'activité sociale productive utile, autrement dit le travail associé à cette

production, ou cette production elle-même (ce qui revient au même) sont refoulés, soit comme «objectif» (à atteindre mais inaccessible), soit comme chimère productiviste d'autant plus néfaste que désormais inutile (ce qui n'est que la forme doublement refoulée de la première option).

C'est d'ailleurs pourquoi ce revenu de base est essentiellement performatif : il n'a pas à être *produit* (ça tombe bien) puisqu'il ne s'appuie sur aucune valorisation de quelque production, mais simplement *proclamé*. Pour trouver quelques subsides à distribuer aux «assistés sociaux» il suffira de mettre un terme au «gaspiillage» de toutes «les centaines d'allocations auxquelles plus personne ne comprend rien» avec d'autant plus d'efficacité que ... «le revenu de base serait inférieure aux allocations chômage» (pour rester incitatif à ne plus en être bénéficiaire).

Et pour le reste, certains extrémistes radicaux du revenu "inconditionnel" imaginent une ponction "libératrice" sur le modèle du RMI/RSA "augmenté", sans doute sur le modèle de "réalité augmentée" chère aux néo-technologues. Plus radicale, plus "visonnaire", la « déprolétarianisation » de Stiegler y pourvoira plus sûrement encore : plus de prolétaires (à traîner comme des boulets), donc plus de salariés, puisqu'il n'y a (ou il n'y aura plus) de travail. Ce qui permet évidemment de régler du même coup la question du chômage : plus de production humaine, donc plus de travail, donc plus d'emploi à pourvoir.

Toutes ces bonnes idées résultent à n'en pas douter de la forte émulation créative qu'a engendré le chômage comme préoccupation prioritaire parmi les électeurs. Un florilège de créativité sociale qui a conduit par exemple Rebsamen à proposer de supprimer le chômage en liquidant les chômeurs, ou Attali à suggérer (comme Hollande) de les mettre «en formation». Comme dit Attali (sans rire) : «un chômeur en formation n'est plus un chômeur : il est en formation».

Quant à la question de savoir comment alimenter les «budgets d'investissement social» requis par cette construction «d'économies contributives territorialisées» ?

La réponse (de Stiegler) est assez simple : en «désautomatisant» les robots. Des robots qui se farciront tout le «sale boulot» de la production, sans humain donc... et par conséquent sans «coût du travail» (ouf!).

ÉCLAIRCISSEMENTS POUR LA COMMISSION NUMÉRIQUE DU PCF ET AUTRES ICONODULES DE LA SOCIÉTALE DÉMOCRATIE

On aura compris que lorsque le chœur du CNN-Stiegler-PCF nous exhorte dans son salmigondis de clichés jargonnant à «**tenir les promesses d'empouvoirement** (sic) **de la société et de transformation de l'économie**» en sorte de répondre «à la demande de sens (re-sic) qui émane d'un certain nombre de travailleurs, notamment parmi les populations les plus jeunes.» en mettant à profit les merveilles «modernes, numériques interactives, ludiques et participatives» qui rendront possible «des modes de travail plus collaboratifs et plus créatifs»... Il s'agit bien du même «projet innovant» que celui dont F.Lefebvre et C.Boutin nous vantent les avantages. Et singulièrement le bénéfice qu'il y aurait à inciter «les demandeurs d'emploi qui feraient preuve de manque de volonté à fournir davantage d'efforts de recherche» et à dapter courageusement «les systèmes d'aides sociales à l'évolution du marché du travail», où désormais la flexi-précarité généralisée s'impose. L'occasion aussi d'en finir avec les archaïsmes tels «le statut de salarié à plein temps» et d'atteindre enfin le graal des réformateurs : «réduire le nombre de fonctionnaires» (et son corollaire compensatoire : augmenter symétriquement les revenus... des actionnaires privés).

On aura compris que derrière ce rideau de fumisterie courtisane de néo-petits-embourgeoisés-qui-se-la-pètent (ils sont payés pour ça), il y a la défense et illustration des trois «préoccupations» qui font la convergence des élites dirigeantes sur l'idée providentielle du revenu de base :

1. acheter la paix sociale à moindre frais : avec le revenu de base, plus besoin de syndicats («il y en a trop» nous expliquent le PS et Gattaz)

2. faire des économies en ratiboisant les prestations sociales : avec la refonte/réduction en un seul «dispositif malin» des allocations qui permettent aux pauvres de ne pas crever.

3. favoriser les actionnaires : le revenu de base est une subvention déguisée au patronat (contre l'entreprise et ses salariés) qui pourra baisser son «coût du travail» (c'est à dire les salaires «chargés»), sous prétexte que l'employé aura déjà un «revenu» de base...

C'est à ce prix que l'ubérisation heureuse sera mise à portée de tous les zombis smartefonisés !